

Cite Judiciaire de Clermont-Ferrand

16, Place de l'étoile 63 000 Clermont-Ferrand

TRAVAUX DE MISE EN SECURITE INCENDIE DOSSIER PRO

NUMERO

ECHELLE:

C.C.T.P.

Lot N°00 - Généralités

PHASE

PRO

AVRIL
2025



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Maître d'Ouvrage :

Ministère de la Justice / DIRCESG

20, Boulevard Eugène Deruelle, Immeuble LE BRITANNIA montée C 69 432 LYON CEDEX 03
04 72 01 24 27



Maître d'Oeuvre :

ANDÉSITE architecture

26, rue Amiral GOURBEYRE 63 200 Riom
04 73 34 89 05 / agence63@andesite-archi.fr



Économiste :

ECIB Project

127, Avenue de la République 63 100 Clermont-Ferrand
04 73 92 56 12



BET Fluide :

Algotherm Ingénierie

53, Rue des Sauves 63 170 Aubière
04 73 98 51 27



BET Structure :

IDÉUM PARTNERS

32, Rue de sarliève 63 200 Cournon D'Auvergne
04 73 41 05 94



Bureau de controle :

SOCOTEC

19 Avenue Léonard de Vinci 63063 CLERMONT FERRAND Cedex 1
04 73 44 27 00

Sommaire

00-1 DEFINITION DE L'OPERATION	2
00-1-1 OBJET	2
00-2 LISTE DES LOTS	2
00-3 LES PARTENAIRES DU PROGRAMME	2
00-4 DELAIS ET PHASAGE DES TRAVAUX	3
00-5 ETUDES, PLANS ET DOCUMENTS D'EXECUTION	3
00-5-1 ETUDES, PLANS ET DOCUMENTS D'EXECUTION	3
00-5-2 DOCUMENTS A REMETTRE	3
00-5-3 MARQUES, MODELES, ECHANTILLONS, COLORIS	3
00-6 OBSERVATIONS IMPORTANTES	4
00-6-1 NOTE CONCERNANT LE C.C.T.P (Cahier des Clauses Techniques Particulières).	4
00-6-2 NOTE CONCERNANT LE D.P.G.F. (Décomposition de Prix Globale et Forfaitaire)	5
00-6-3 DOCUMENTS TECHNIQUES DE REFERENCES	5
00-6-4 ETUDES TECHNIQUES - ETUDE D'EXECUTION	6
00-6-5 REGLEMENTATION APPLICABLE	6
00-6-6 CARACTERE FORFAITAIRE DE L'OFFRE DE L'ENTREPRISE.	7
00-6-7 CONTENU DU PRIX DE L'ENTREPRISE	8
00-6-8 DOCUMENTS TECHNIQUES NORMES ET REGLEMENTS	8
00-6-9 MARQUES- MODELES – ECHANTILLONS - COLORIS	9
00-7 CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX	10
00-7-1 PLANS ET DEVIS	10
00-7-2 PROTECTION DES OUVRAGES	10
00-7-3 SÉCURITÉ DE CHANTIER	10
00-7-4 ESSAIS ET VÉRIFICATIONS DE FONCTIONNEMENT	10
00-7-5 LIVRAISON DES LOCAUX	10
00-8 DESCRIPTION DES TRAVAUX	11
00-9 ORGANISATION DE CHANTIER	11
00-9-1 Installation de chantier	11
00-9-2 Tri et évacuation des déchets de chantier	11
00-9-3 Préchauffage	12
00-9-4 Gestion du compte prorata	12
00-10 LIMITES DE PRESTATIONS	13
00-10-1 Traits de niveaux	13
00-10-2 Execution des trous et réservations	13
00-10-3 Calfeutremments et rebouchages	13
00-11 PRESENCE DE PLOMB	13
00-12 PRESENCE D'AMIANTE	14

00-1 DEFINITION DE L'OPERATION**00-1-1 OBJET**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, rassemble les données, prescriptions, caractéristiques, performances, spécifications d'ordre technique que le Maître d'œuvre a jugé nécessaires de formuler en complément des règles de l'art, pour s'assurer de la bonne exécution des travaux, relatif à :

**Les travaux de mise en sécurité incendie, situé à la Cité judiciaire de Clermont-Ferrand
16 Place de l'étoile - 63000 Clermont-Ferrand.**

00-2 LISTE DES LOTS

LOT 00 : GENERALITES

LOT 01 : FONDATIONS SPECIALES - GROS OEUVRE

LOT 02 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM - SERRURERIE

LOT 03 : PLAFONDS - PEINTURE

LOT 04 : FLUIDES

LOT 05 : ELECTRICITE

00-3 LES PARTENAIRES DU PROGRAMME**LE MAITRE D'OUVRAGE**

MINISTERE DE LA JUSTICE / DIRCESG
20, boulevard Eugène Deruelle, Immeuble LE BRITANNIA montée C
69 432 LYON Cedex 3
Tél : 04 72 01 24 27

LE MAITRE D'ŒUVRE

ANDESITE Architecture
26, rue Amiral Goubeyre
63 200 RIOM
Tél : 04 73 34 89 05

ECONOMISTE

ECIB PROJECT
127 Avenue de la République
63 100 CLERMONT-FERRAND
Tél : 04 73 92 56 12

BET STRUCTURE

IDEUM PARTNERS
32 rue de Sarliève
63 200 COURNON D'AUVERGNE
Tél : 04 73 41 05 94

BET FLUIDES

ALGOTHERM INGENIERIE
9 rue Louis Rosier - 1er étage
63 000 CLERMONT-FERRAND
Tél : 04 73 98 51 27

CONTROLE TECHNIQUE

SOCOTEC

M ARBAOUI Hakim

19 avenue Léonard de Vinci

63 000 CLERMONT-FERRAND

Tél : 04 73 44 27 00

COORDINATEUR SPS

00-4

DELAIS ET PHASAGE DES TRAVAUX

Les travaux sont à réaliser conformément au planning prévisionnel des travaux joints au dossier de consultation ;

Les travaux se déroulent en 1 phase.

00-5

ETUDES, PLANS ET DOCUMENTS D'EXECUTION

00-5-1

ETUDES, PLANS ET DOCUMENTS D'EXECUTION

Toutes les études et plans d'exécution nécessaires à la réalisation des ouvrages de l'entrepreneur sont entièrement à sa charge, et devront être inclus dans son offre. L'entrepreneur établit donc à ses frais toutes les notes de calculs, tous les plans d'exécution (y compris les plans dits d'atelier, de chantier, de façonnage, de fabrication). Ces plans devront spécifier les nomenclatures correspondantes, préciser tous les détails nécessaires à la compréhension et à la parfaite définition des ouvrages.

Ces documents doivent être remis en parallèle :

- * pour visa au Maître d'œuvre.
- * pour avis au bureau Contrôle.

En aucun cas, les entreprises ne devront effectuer des commandes de matériaux et matériels, ou entreprendre des travaux sans que les Maîtres d'œuvre, Bureau de Contrôle n'aient formulé un bon pour exécution définitif.

00-5-2

DOCUMENTS A REMETTRE

Le jour de la réception, les entreprises remettront au Maître d'ouvrage et en autant d'exemplaires qu'il sera nécessaire, compris un exemplaire sous format numérique, les documents suivants :

- Les Dossiers des Ouvrages Exécutés contenant les plans de récolement, les notes de calcul, les caractéristiques et coordonnées des fournisseurs des matériaux et matériels mis en œuvre.
- Le dossier des matériaux et matériels relatif à la sécurité incendie (PV au feu, agrément DAS, PV d'essais in situ, etc.).
- Les documents nécessaires à l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (procédures d'exploitation, d'entretien, de remplacement) au regard de la sécurité des personnes.
- Les attestations d'assurances en cours de validité.
- Eventuellement les contrats de maintenance, à la demande du maître d'ouvrage.

Les frais résultants du présent paragraphe sont à la charge des entreprises, ces documents seront à transmettre au maître d'œuvre.

00-5-3

MARQUES, MODELES, ECHANTILLONS, COLORIS

Chaque fois qu'un article est défini avec un type et marque précis (en général plusieurs marques possibles sont citées) l'entreprise devra répondre en solution de base avec l'un des produits

décrits.

Tous produits non soumis à l'agrément de l'architecte sont réputés refusés d'avance.

Les produits préconisés par le CCTP seront également présentés sous forme d'échantillons

Les Entrepreneurs peuvent néanmoins, de leur propre initiative, présenter des solutions différentes en variante. Dans ce cas, elles devront prendre en compte toutes les incidences qu'elles peuvent avoir sur les lots des autres lots.

Lorsqu'une marque ou type est donné à seule fin d'exemple, les Entreprises peuvent proposer tout produit répondant à la description ou au classement prévu. Lorsqu'une obligation de résultat est imposée aucun produit n'est fixé ou alors seulement cité à titre d'exemple, par contre l'obligation est impérative d'être titulaire du classement ou label imposé.

Les Entreprises qui proposent un produit s'engage sur le résultat demandé au C.C.T.P. Si elles ne peuvent justifier de l'obtention du label, elles doivent remplacer sans aucune variation de prix le produit qu'elles ont prévu par un produit labellisé correspondant aux exigences et aux normes en vigueur.

Les Entrepreneurs devront présenter pendant la période de préparation, à la date fixée le Maître d'Oeuvre, un échantillonnage du matériel retenu, ainsi que tous les prototypes de matériels fabriqués qui leur seront demandés.

Ces échantillons resteront exposés jusqu'à la fin du chantier.

En complément, les Entreprises devront demander à l'Architecte de définir le choix des coloris avant toute commande. Elles ne pourront arguer de retard si sa commande n'a pas été faite assez tôt (en fonction des délais).

00-6

OBSERVATIONS IMPORTANTES

00-6-1

NOTE CONCERNANT LE C.C.T.P (Cahier des Clauses Techniques Particulières).

Le présent C. C. T. P. constituant le document contractuel technique des plans fournis, L'entreprise ne pourra arguer d'un manque de concordance entre plans et C.C.T.P., d'une imprécision dans la description ou la figuration des ouvrages pour ne pas exécuter le travail dans les règles de l'Art. Ils se complètent tous.

L'offre de prix tiendra compte, sans que l'énoncé ci-dessous soit limitatif, des plus-values nécessitées par :

- Les difficultés d'approvisionnement et de mise en oeuvre.
- Les frais d'échafaudage, d'étalement, d'épuisement d'eau.
- La protection des surfaces.
- Les nettoyages et enlèvements des gravois après chaque intervention.
- L'ensemble des prescriptions prévues aux documents contractuels concernant notamment la participation de l'entrepreneur à la préparation de l'exécution, l'organisation matérielle et collective du chantier et les obligations diverses de l'entrepreneur prévues par les documents, notamment en ce qui concerne les règles de sécurité.

Les analyses ou essais prévus dans le D. T .U. seront toujours à la charge de l'entrepreneur, de même que l'ensemble des échantillons et maquettes qui sera réclamé par le Maître d'Oeuvre afin de permettre le choix des produits, matériaux, coloris à fournir au début de la période de préparation, ou en temps nécessaire au parfait approvisionnement du chantier sur demande de

l'entreprise.

Les essais complémentaires demandés par le Maître d'Oeuvre seront également à la charge de l'entreprise si les résultats ne sont pas conformes aux prescriptions du marché.

00-6-2

NOTE CONCERNANT LE D.P.G.F. (Décomposition de Prix Globale et Forfaitaire)

L'entreprise devra remettre une proposition de prix complète, la décomposition de prix global et forfaitaire sera établie sur la base du CCTP comportant les ouvrages annexes et complémentaires, nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.

Le cadre de bordereau quantitatif remis avec le dossier DCE servira de base au chiffrage des entreprises.

Le cadre de bordereau quantitatif n'a pas de valeur contractuelle et exprime uniquement la décomposition du prix global et forfaitaire en vue de l'établissement des situations de travaux.

Le cadre de bordereau quantitatif est à remplir obligatoirement par l'entreprise et à remettre avec son offre.

L'entreprise fera son affaire de toute omission ou erreur de quantité. Aucune plus-value ne sera acceptée.

Tous travaux non désignés dans le cadre de bordereau quantitatif et que l'entreprise jugerait bon d'ajouter pour compléter son offre devront y figurer, et seront incluses dans le montant de l'offre.

00-6-3

DOCUMENTS TECHNIQUES DE REFERENCES

Tous les ouvrages devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels parus jusqu'à la remise des prix et notamment :

- Le règlement sanitaire duquel relève la commune où est implantée l'opération, objet du présent marché.
- Les cahiers des charges des normes et DTU, les règles de calcul DTU publiés par le C.S.T.B. ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata.
- Les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S.) rattachés aux O.T.U., et les mémentos pour la conception publiés par le C.S.T.B.
- Les avis techniques, les cahiers du centre technique du bois et les cahiers des charges ou procédure expérimentale spécifique (ATEX) pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.
- Les normes: les normes françaises homologuées : Tous les produits (matériaux et équipements) pour lesquels des normes NF existent devront être homologues NF.
- Les classements aux labels décernés par les organisations de certification spécialisées.

- * ACERMI - isolants thermiques
- * MERUC - enduits monocouches
- * F .I. T - complexes d'étanchéité
- * CTB CI - charpentes industrialisées en bois
- * UPEC - revêtements plastiques -carrelages
- * ACOTHERM -Fenêtres P.V.C.
- * CEKAL - vitrages isolants
- * FASTE -blocs-portes intérieurs
- * ACERFEU - produits de désenfumage
- * QUALICOAT - laquage sur profilés métalliques
- * QUACANOD - anodisation (aluminium)
- * CTB Bois + Traitement des bois

00-6-4 ETUDES TECHNIQUES - ETUDE D'EXECUTION

La mission de l'Architecte est une Mission de Base.

L'entrepreneur devra la fourniture des plans d'exécution, d'atelier et de chantier propres aux ouvrages des différents lots.

Ces documents doivent être remis en parallèle pour approbation et visas par la maîtrise d'œuvre :

- * à l'Architecte .
- * au Maître d'Ouvrage .
- * aux différents bureaux d'études
- * au bureau de contrôle
- soit au minimum en 5 exemplaires.

Les entreprises sont tenues de tenir à jour un tableau de fourniture de plan et d'échantillons.

- * fourniture
- * date

Les entreprises devront fournir un bordereau de prévision de production de documents d'exécution.

En aucun cas, les entreprises ne devront effectuer des commandes de matériaux et matériels, ou entreprendre des travaux, sans que les Maître d'œuvre, Bureau de Contrôle et Coordonnateur SPS n'aient formulés un bon pour exécution définitif.

Le Maître d'Ouvrage sera destinataire pour information de tous les documents.

00-6-5 REGLEMENTATION APPLICABLE

Les éléments de construction pour lesquels un classement de résistance ou de réaction au feu est requis par la réglementation en vigueur, devront faire l'objet d'un Procès-verbal d'essai d'un laboratoire officiel.

REGLEMENTATION APPLICABLE

- Décret N°73-1007 du 31 Octobre 1973 (Articles R 123-1 à R 123-55 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- Code du Travail, notamment Articles R.4211 à R.4227.
- L'Arrêté du 05 Février 2007 concernant les dispositions particulières aux Établissements de type J.
- L'Arrêté du 21 Juin 1982 concernant les dispositions particulières aux Établissements de type N (bar/restaurants).
- L'Arrêté du 04 Juin 1982 concernant les dispositions particulières aux Établissements de type X (établissements sportifs).
- L'Arrêté du 18 Novembre 1987 concernant les dispositions particulières aux Établissements de type T (salle d'expositions).
- L'Arrêté du 12 Juin 1995 concernant les dispositions particulières aux Établissements de type Y (musée).
- L'Arrêté du 06 Janvier 1983 concernant les dispositions particulières aux Établissements de plein air de type PA.
- Circulaire du 03 Mars 1982 et du 21 Juin 1982 relatives aux instructions techniques.
- L'Arrêté du 04 Novembre 1975 modifié et le 1er Décembre 1976 relatif à l'utilisation de produits

et matériaux de synthèse.

- Guide de l'isolation par l'intérieur des bâtiments d'habitation du point de vue des risques en cas d'incendie (Cahier N°1624 du CSTB).

00-6-6

CARACTERE FORFAITAIRE DE L'OFFRE DE L'ENTREPRISE.

Le présent C.C.T.P a été réalisé afin que l'entreprise puisse saisir l'esprit dans lequel a été conçu le projet et établir une offre en toute connaissance de cause et en utilisant au mieux ses propres capacités techniques.

Le marché sera traité à prix forfaitaire quels que soient les aléas rencontrés lors des travaux.

Il est rappelé que le prix forfaitaire doit comprendre tout ce qui est nécessaire à un achèvement complet par rapport aux objectifs à atteindre et aux sujétions relatives aux exigences en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'entreprise ne pourra pour se soustraire à cette obligation s'appuyer sur ce que les spécifications du C.C.T.P pourraient présenter d'incomplet ou de contradictoire.

Les explications qu'il doit demander au Maître d'œuvre l'auront mis à même de s'édifier complètement sur les travaux à réaliser, et de donner un prix forfaitaire en parfaite connaissance de cause.

L'entreprise a toute latitude pour poser, par écrit, au Maître d'Oeuvre, toutes questions qu'elle jugerait utiles à la parfaite compréhension du projet.

De la même façon, elle doit signaler les omissions qui ne permettraient pas de livrer l'ouvrage construit en parfait état, avec toutes les commodités auxquelles peuvent prétendre les utilisateurs.

L'entreprise est réputée, pour la remise de son offre :

- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

- Une visite des lieux est conseillée afin d'apprécier toutes les sujétions relatives :

- à la configuration des abords et des accès

- à l'organisation et au fonctionnement du chantier: moyens de communication, lieu d'approvisionnement en matériaux, conditions de stockage, éloignement des décharges autorisées, installation du chantier, conditions d'alimentations en eau et en électricité, etc...

- à la topographie et à la nature du terrain

- aux sujétions relatives aux exigences en matière de sécurité et de protection de la santé

- avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.

- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre et du coordonnateur SPS et avoir pris tous renseignements utiles auprès des Services Publics ou de caractère public : services de l'Équipement, Services Municipaux, Service des Eaux, Electricité de France, P. T. T, etc...

Avant le démarrage de ses travaux, L'entreprise doit appeler l'attention du Maître d'œuvre sur les inconvénients, les vices ou malfaçons qui pourraient résulter des erreurs ou omissions qu'elle serait éventuellement amenée à constater dans les documents qui lui ont été remis et dans les ordres qu'elle a reçus.

L'entreprise devra signaler les erreurs ou omissions par écrit.

Dans tous les cas, aucun travail ne pourra être considéré comme supplémentaire au forfait s'il

n'a pas été commandé par ordre de service proposé par le Maître d'Oeuvre et signé par le Maître de l'Ouvrage.

00-6-7

CONTENU DU PRIX DE L'ENTREPRISE

Le prix est réputé comprendre notamment, et sans que cela soit limitatif :

Tous éléments et produits nécessaires à la bonne tenue et au parfait achèvement de l'ouvrage, et en particulier la dépose et l'évacuation des ouvrages à remplacer ou non conservés .

Aucun produit neuf, rentrant dans la composition des matériels et matériaux ou dans leur mise en oeuvre ne devra comporter d'amiante.

Les études, calculs, dessins d'exécution et de détail, nomenclatures nécessaires à l'exécution des ouvrages.

La fourniture et mise en oeuvre des échafaudages et des protections collectives.

Les aménagements demandés par le Bureau de Contrôle Technique.

Les raccordements sur les réseaux extérieurs.

La remise en état de tous ouvrages dégradés durant la réalisation des travaux ou pour les besoins de la réalisation des travaux, qu'ils soient internes à l'opération (ouvrages sur lesquels aucune intervention n'était prévu mais qui auront été dégradés intentionnellement ou accidentellement) ou externes à l'opération (espaces verts, trottoirs, voiries, etc...).

La protection des ouvrages pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la réception. La protection des ouvrages existants non concernés par les travaux mais exposés aux risques de dégradation. Tous réglages et ajustements nécessaires pour le bon fonctionnement.

Les essais contrôles et prototypes, et en particulier :

- Tout prototype ou essai préalable à l'exécution des ouvrages suivant CCTP ou demande éventuelle du Bureau de Contrôle ou du Maître d'Oeuvre en cours de chantier.
- La réalisation des essais COPREC pour les équipements techniques et la fourniture des procès verbaux correspondants.
- Les frais de contrôle en vue de l'obtention des certificats de conformité CONSUEL pour les installations électriques.
- Les frais des équipements et installations de sécurité collective et individuelles (voir PGC).
- Les panneaux de chantier et clôtures.
- Les installations de chantier à usage du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Oeuvre (avec installation du téléphone, d'un photocopieur A4/ A3 et du Fax).
- Les installations communes d'hygiène et de sécurité à usage du personnel de chantier.
- La réalisation des réseaux provisoires de chantier.
- La réalisation des protections et signalisations communes de sécurité à usage du personnel de l'entreprise et à usage des tiers (public, locataires).
- Les redevances pour l'occupation éventuelle du domaine public.

00-6-8

DOCUMENTS TECHNIQUES NORMES ET REGLEMENTS

Les travaux faisant l'objet du présent marché seront conformes aux normes et règlements en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.

Les prescriptions de mise en oeuvre et les caractéristiques de dimensions, de formes, de qualité des matériaux employés dans les ouvrages, ou entrant dans la composition des produits confectionnés employés, seront celles du Cahier des Clauses techniques Générales (C.C.T.G. Décret n°93-446 du 23 mars 1993).

Pour les présents travaux, le C.C.T.G. est complété par les documents suivants, qui sont donc rendus contractuels:

- Tous les Cahiers des Charges des Documents Techniques Unifiés (C.C. - D.T.U.) et Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S. - D.T.U.) parus au premier du mois d'établissement des prix, même s'ils ne figurent pas au C.C.T.G.

- Toutes les Normes Françaises (NF) homologuées: les produits manufacturés bénéficiant d'une marque de conformité aux NP homologuées devront être utilisés en priorité.

- Tous les procédés, matériaux et composants nouveaux, dont la fabrication ou la mise en oeuvre non traditionnelles échappent aux C.C. - D.T.U. devront posséder un avis technique favorable en cours de validité, délivré par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.). Ces avis techniques devront être communiqués au Maître d'Oeuvre, avant l'emploi des matériaux et des Procédés correspondants, pour approbation.

- Dans le cadre du devis descriptif, L'entreprise emploiera, ou pourra proposer des matériaux ou procédés de construction échappant au C.C.T.G. ou autres documents cités ci-dessus. Dans ce cas, l'entreprise devra présenter aux Maîtres d'Ouvrage et d'Oeuvre. le Cahier des Charges du fabricant et une attestation de l'assurance conjointe fabricant/poseur propre au chantier couvrant sa responsabilité, décennale ou biennale, propre à l'objet concerné. Après étude de ces documents l'approbation, par les Maîtres d'Ouvrage et d'Oeuvre des produits et travaux proposés, rendra contractuels les Cahiers des Charges des fabricants qui devront être strictement respectés.

- Toutes les règles techniques d'organismes compétents à caractère officiel (U.T.I., C.S.T.B., ...).

- Tous les textes législatifs et administratifs (lois, ordonnances, règlements, circulaires, arrêtés, décrets...) nationaux, départementaux et municipaux, en particulier la circulaire relative à la sécurité contre l'incendie.

Bases techniques du projet

- Sismicité
zone 3 modérée

- Neige et vent
Neige : classement région A2
Vent : classement région 2, site normal

- Surcharges d'exploitation:
Suivant Eurocode 1 NF EN 1991-1, ou valeur supérieure à la norme selon indications portées au corps d'état Gros œuvre .

- Acoustique
L'entreprise aura à sa charge la coordination, aussi bien au niveau des études d'exécution, que de la réalisation entre les différentes parties d'ouvrages pour atteindre les objectifs cités.

- Plans de chantier :
Les entreprises devront les plans de chantier et notes de calculs propres aux ouvrages des différents lots.

00-6-9

MARQUES- MODELES – ECHANTILLONS - COLORIS

Les marques de produits stipulés sont données à titre indicatif. Les entreprises établiront leur proposition sur ces produits ou sur des équivalents techniques.

00-7 CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX**00-7-1 PLANS ET DEVIS**

Chaque entrepreneur reprendra, sur place, les cotes de ses ouvrages et sous sa responsabilité. Sauf les dessins à grandeur d'exécution, aucune cote ne devra être prise à l'échelle. Chaque entrepreneur fera préciser, au Maître d'Oeuvre, les cotes qui lui feront défaut.

Chaque entrepreneur doit comprendre dans son offre les trous, scellements et raccords nécessaires à l'exécution des ouvrages.

00-7-2 PROTECTION DES OUVRAGES

Tous les matériaux sensibles aux agents atmosphériques seront stockés à l'abri des intempéries, de l'humidité, du soleil et suivant les cas. Tout élément ayant subi des détériorations ou des phénomènes incompatibles, à sa mise en oeuvre devra être immédiatement évacué du chantier.

Tous les ouvrages seront soigneusement protégés en cours de chantier, et en particulier les seuils, bandeaux, appuis et ouvrages similaires qui risquent des épaufures.

Les matériaux et matériels dangereux (incendie explosion etc..) devront faire l'objet d'un plan de stockage agréé par le SPS et l'architecte (local séparé).

Les surfaces finies d'ouvrages métalliques, les surfaces laquées, anodisées, etc., seront mises en oeuvre protégées par des bandes adhésives, des vernis préalables, solubles ou autres pouvant être enlevés facilement en fin de travaux.

00-7-3 SÉCURITÉ DE CHANTIER

Suivant réglementation en vigueur (description ci-après non limitative) et notamment le décret 94 1159 du 26/12/94.

A la charge de l'entreprise :

- Fourniture et mise en place des dispositifs de sécurité du chantier, tels que protection des ouvertures extérieures, escaliers, trémies, balcons, acrotères jusqu'à la mise en place des ouvrages définitifs.

- Échafaudages de façades et tous dispositifs propres à ses travaux, y compris notamment durant les travaux de démolitions.

- Entretien et maintien, des dispositifs mis en place jusqu'à parfait achèvement des ouvrages ou levés des risques (voir PGC).

00-7-4 ESSAIS ET VÉRIFICATIONS DE FONCTIONNEMENT

Les entreprises devront procéder elle-même ou faire procéder par un laboratoire agréé à tous les essais et vérifications prévus dans les fiches de l'AQC (En remplacement des essais COPREC) et fournir à l'organisme chargé de la mission de contrôle les procès verbaux de ces essais et vérifications. Ces fiches sont à la disposition des entreprises sur le site de l'AQC (Agence Qualité Construction).

Les essais ne devront pas entraîner de perturbations dans le calendrier des travaux.

La réception sera prononcée si les travaux ont été réalisés conformément aux prescriptions et ont satisfait aux essais.

00-7-5 LIVRAISON DES LOCAUX

Tous les bâtiments et les terrains, propriétés du Maître d'Ouvrage, seront livrés en parfait état de propreté.

Le nettoyage final étant exécuté par l'entrepreneur, ou en cas de défaillance de celui-ci, par une entreprise spécialisée désignée à cet effet par l'Architecte, et les frais à la charge de l'entreprise défaillante.

00-8 DESCRIPTION DES TRAVAUX

Tous les matériels décrits dans les C.C.T.P. s'entendent fournis et posés par l'entreprise. Celle-ci sera responsable de l'ensemble des prestations qu'elle doit livrer en parfait état d'achèvement et de fonctionnement dans les règles de l'art, et de la coordination des sous-traitants.

00-9 ORGANISATION DE CHANTIER

00-9-1 Installation de chantier

Les installations de chantier sont à définir par les entreprises pour l'exécution de leurs travaux en se référant aux exigences du PGC et du code du travail.

Les prescriptions qui suivent et qui n'ont pas un caractère exhaustif donnent les exigences minimum auxquelles devront répondre ces installations :

Respect de l'environnement : limitation du bruit, précautions pour éviter la poussière, les salissures sur les voies publiques, etc...

A ce sujet, les entreprises devront respecter les contraintes d'horaires de travail qui pourraient leur être imposées par la municipalité sans que cela n'ait d'incidence sur le montant forfaitaire de leur marché.

La sécurité et l'hygiène des personnes travaillant sur le chantier devront être assurées en se référant aux exigences du PGC et du code du travail.

Installations et gestions de chantier conforme au PGC.

Les installations communes du chantier seront prévues à la charge du LOT 01 : FONDATIONS SPECIALES - GROS OEUVRE et la gestion de celles-ci (nettoyage, etc.) pendant la durée du chantier. Les frais de gestions et consommations liés aux installation commune seront portées au débit du compte prorata.

00-9-2 Tri et évacuation des déchets de chantier

Tous les déchets de chantier (gravats, emballages, matières plastiques, etc...) sont triés et évacués du chantier par l'entreprise par l'intermédiaire des bennes sélectives mises à disposition des entreprises.

Les directives de l'ADEME seront parfaitement suivies.

L'entreprise établira un schéma d'organisation et de gestion des déchets.

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (maître d'ouvrage, entreprises, maître d'œuvre, coordonnateur S.P.S., ...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Au travers du SOGED, l'entreprise expose et s'engage sur :

- Le tri sur le site des différents déchets de chantier,
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, etc...),
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,
- L'information en phase travaux, du maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets, et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi, et la traçabilité,

•Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.

L'entrepreneur du LOT 01 FONDATIONS SPECIALES - GROS OEUVRE devra l'ensemble des bennes à gravois nécessaires au bon déroulement du chantier et ce pendant toute sa durée et également pour l'ensemble de tous les lots.

Le titulaire LOT 01 FONDATIONS SPECIALES - GROS OEUVRE aura la gestion du roulement des bennes. (L'enlèvement, les frais de décharge et la remise en place des bennes seront réglés au compte prorata).

Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée. Les entreprises qui génèrent de gros volumes de gravois mettront en place des bennes sur le site.

Procédure en cas de litige ou de défaillance, suivant indication du PGC.

00-9-3

Préchauffage

Le préchauffage nécessaire à l'exécution des travaux dans les conditions de températures requises par les documents techniques DTU, etc... est à la charge des entrepreneurs, et inclus dans leurs marchés par le biais du compte prorata.

Il sera nécessaire pour maintenir en parfait état les parties d'ouvrages réalisées jusqu'à la livraison.

Dans le cadre du respect du planning des travaux, le préchauffage des bâtiments (tout ou partie) peut se révéler nécessaire et doit alors être assuré par les entreprises, ces frais résultants seront payés par le biais du compte prorata.

00-9-4

Gestion du compte prorata

- La gestion du compte prorata sera assurée par le titulaire du LOT 01 FONDATIONS SPECIALES - GROS OEUVRE.

- Sont portées au débit du compte prorata, les dépenses énumérées ci-après :

* Les dépenses relatives aux consommations d'eau, d'électricité et de téléphone nécessaires aux travaux ;

* Les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de reconnaître les responsables ;

* Les frais de remise en état des ouvrages existants si le responsable des dégradations n'est pas identifié.

* Les charges temporaires de voirie et de police (occupation, entretien et réparation de la voirie publique) résultant des installations de chantier, à moins qu'il n'en soit autrement disposé par les documents particuliers du marché ;

* Les frais de réparation et de remplacement des fournitures mises en œuvre ou détériorées dans les cas suivants :

- l'auteur des dégradations ou détournements ne peut être découvert,
- la dégradation ou le détournement ne peut être imputé à l'entrepreneur d'un lot déterminé,
- la responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers ;

* Les frais de gardiennage lorsque sa mise en place a été décidée par l'ensemble des entrepreneurs ;

* La rémunération de l'agent de liaison s'il n'en est autrement stipulé ;

* Les dépenses imputées au compte prorata par les documents constituant les marchés ;

* les dépenses imputées au compte prorata en vertu d'un accord intervenu à ce sujet entre les entrepreneurs participant au chantier.

- Au démarrage du chantier, un compte inter-entreprises spécifique déchets sera mis en place pour l'organisation d'une gestion collective des déchets de chantier. Ce compte inter-entreprises sera géré par le titulaire du LOT 01 : FONDATIONS SPECIALES - GROS OEUVRE pendant toute la durée du chantier.

00-10 LIMITES DE PRESTATIONS

00-10-1 Traits de niveaux

Un point de niveau de référence à + 1.00m / fini sera réalisé par La Maîtrise d'Oeuvre d'Exécution à chaque niveau de chaque bâtiment. Ce point sera implanté de préférence dans une partie commune ou une gaine technique.

Le LOT 01 FONDATIONS SPECIALES - GROS OEUVRE plantera pour ses travaux un trait de niveaux sur ses ouvrages. A la charge ensuite de chaque Entreprise de reporter ce point de niveau de référence pour l'exécution de ses travaux (attention à ne pas tracer des repères sur des ouvrages au parement définitif).

00-10-2 Execution des trous et réservations

Tous les trous, réservations (y/c façon de feuillures, ...) et incorporations (fourniture à charge du lot demandeur) sont dus et exécutés par les Entreprises dans leurs ouvrages dès lors qu'elles aient eu leur connaissance en temps et en heure. Il appartient à chaque Entreprise de se soucier en temps utile de ses besoins en plans de réservations des autres corps d'état (techniques et autres)

Les trous non réservés dans le béton, faute de spécifications formulées en temps utile, seront exécutés UNIQUEMENT par le LOT 01 FONDATIONS SPECIALES - GROS OEUVRE, mais à la charge des entreprises défaillantes. Tous percements après coup, jugés dangereux pour l'ouvrage pourront être refusés par la Maîtrise d'œuvre d'exécution. L'Entreprise défaillante prendra toutes les dispositions nécessaires et supportera toutes les conséquences du refus à l'aboutissement d'une solution acceptée par la Maîtrise d'œuvre d'exécution.

Les mêmes principes que pour le lot Gros-Œuvre seront adoptés pour les lots, Plâtrerie (cloisons, doublages, faux plafonds), Cloisons isothermes

L'entreprise du lot gros œuvre pourra pour les sections < 10 x 10 cm ou les diamètres < 100 mm, opter pour une solution carottage. Dans ce cas de figure, les entreprises demandeuses devront l'implantation des réservations sur les ouvrages béton.

00-10-3 Calfeutrements et rebouchages

Tous les bouchements des réservations (y/c feuillures), des trémies que ce soit dans les verticaux (voiles, poteaux, ...) ou dans les horizontaux (planchers, dallage, ...) sont exécutés et sont à la charge des Entreprises qui en ont fait la demande.

L'exécution des bouchements devra être réalisée de telle sorte que les performances phoniques et coupe - feu des parois concernées soient respectées.

Lors de ces travaux de calfeutrement en cas de détérioration des ouvrages dits "finis", les réfections seront effectuées aux frais de l'Entrepreneur ayant réalisé les calfeutrements fautifs.

00-11 PRESENCE DE PLOMB

L'entreprise se reportera au Rapport de diagnostic plomb avant travaux :

établis par DEKRA en date du 16 Juillet 2024.

- réf. du rapport : PBREPAV-E5237348-2401

Néanmoins, si les Entreprises estiment cette étude insuffisante, elles doivent prévoir la

réalisation à leurs frais de toutes études et sondages complémentaires qu'elles jugeront nécessaires pour la bonne exécution des travaux.

L'entreprise devra les travaux appropriés afin d'éviter la dissémination de poussières ou d'écaillles des revêtements à concentration de plomb, avant démolition.

L'entreprise devra l'examen du diagnostic de présence et fournir un plan de retrait dès signature du marché pour dépôt du dossier auprès des services concernés aux fins d'approbation.

Les prestations à la charge du présent lot sont :

- L'ensemble des démarches administratives réglementaires (plan de retrait, P.P.S.P.S., cahier de chantier, ..).
- La réalisation des mesures d'empoussièrement dites Point Zéro préalablement au commencement des travaux.
- Le balisage réglementaire et incitatif.
- L'isolement physique de l'ensemble des zones à traiter, comprenant le confinement.
- La mise en place des sas de décontamination. (Chaque SAS sera équipé pour permettre l'installation de douches avec système de pompage et d'épuration de l'eau)
- La mise en dépression des zones et leur secours.
- La mise en place à l'intérieur des zones confinées d'éclairage de sécurité.
- La fourniture des moyens de protection individuels et collectifs. Les personnels seront protégés par un équipement spécifique de protection vestimentaire (combinaison jetable étanche avec capuche, gants, sur bottes) et respiratoire avec port du masque et cartouche filtrante de type P3 (résultat des essais INRS), conforme à la réglementation en vigueur.
- La fourniture des moyens de protection individuels des visiteurs du chantier (équipe de maîtrise d'œuvre, représentants de la maîtrise d'ouvrage, représentants des organismes de prévention,...).
- La réalisation des tests de fumée pour le contrôle de l'étanchéité des installations de confinement et les évacuations d'air.
- La fourniture des bennes et containers fermés à clés destinés à stocker les déchets avant leur évacuation.
- Les démarches administratives auprès des décharges agréées.
- Les frais de transport des déchets et de mise en décharges.
- La fourniture des bordereaux de suivi des déchets.
- Le nettoyage au fur et à mesure de l'avancement des travaux des zones d'intervention et des zones adjacentes.
- L'ensemble des mesures d'empoussièrement de contrôle (excepté les mesures points zéro) et des mesures de rejets d'effluents aqueux.
- Le démantèlement des installations de chantier et le nettoyage final.
- L'élaboration et la transmission à l'équipe de maîtrise d'œuvre de l'ensemble des documents constituant le Dossier des Ouvrages Exécutés.
- La désignation et la communication des coordonnées téléphoniques d'une personne en charge de la direction des travaux au sein de l'entreprise titulaire du présent lot.
- L'indication de toute anomalie ou remarque pouvant avoir une incidence pour la suite des travaux de remise à l'identique ou pour le bon fonctionnement de l'établissement après l'achèvement des travaux.
- Le nettoyage final du chantier après l'intervention des entreprises titulaires des autres lots.

Compris toutes sujétions de réalisation.

Concerne l'ensemble des préconisations à mettre en œuvre par l'entreprise au droit des locaux dont les mesures de concentration en plomb le nécessitent.

00-12

PRESENCE D'AMIANTE

L'entreprise se reportera au Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux :

Rapports établis par DEKRA en date du 28 août 2024.

- réf. du rapport : AMITRAV-E5237348-2401

Ils ont recensé des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Les Diagnostics Amiante Avant Travaux sont joints au présent dossier de consultation.

Rappel réglementaire :

- Article R4412-114 : La section 3 - sous section 3 : Concerne les travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris dans les cas de démolition ;

- Article R4412-139 : La section 3 - sous section 4, concerne les interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

- L'arrêté du 23/02/2012 est entré en vigueur le 8 mars 2012. Cet arrêté précise les exigences de formation des travailleurs, affectés aux activités définies aux articles R. 4412-114 et R. 4412-139 du Code du travail.

Les entreprises intervenants sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante, devront être formées suivant la réglementation en vigueur.